

# COMMUNIQUÉ

Créteil, Jeudi 19 février 2009

## **Situation en Guadeloupe et dans les départements d'Outre mer gouvernement et patronat doivent entendre et répondre aux besoins des salariés et des populations**

**Jean-Jacques DARVES, maire de La Queue-en-Brie  
partage la déclaration  
du Président du Conseil Général du Val de Marne**

### CONTACTS PRESSE

—  
**Jean-Pierre Delahaye**  
Attaché de presse  
Cabinet de la présidence  
**Conseil général  
du Val-de-Marne**  
Av du général de Gaulle  
94011 Créteil  
Tél. : 06 07 16 20 56

Jean-pierre.delahaye@cg94.fr

—  
**Séverine Marreau**  
Assistante service presse  
Cabinet de la présidence  
**Conseil général du Val-de-  
Marne**  
Av du général de Gaulle  
94011 Créteil  
Tél. : 01 43 99 70 28/23

severine.marreau@cg94.fr

Depuis plus d'un mois, un mouvement social de très grande ampleur se développe en Guadeloupe et s'étend maintenant aux autres départements d'outre mer.

Il traduit les grandes difficultés auxquelles les populations sont confrontées au quotidien, tant en matière d'emploi que de pouvoir d'achat.

Les salaires, les prestations et dotations, les minima sociaux sont totalement inadaptés au niveau des prix largement plus élevés qu'en métropole.

C'est une crise sociale très grave à laquelle il y a urgence de répondre. A ce jour gouvernement et patronat restent sourd.

A la crise sociale, s'ajoutent désormais la violence et le drame.

Des très nombreux val-de-marnais, issus des départements d'outre-mer, m'ont fait part de leur inquiétude et de leur indignation.

Je partage leur sentiment.

Le seul moyen de faire cesser les troubles, c'est bien de répondre positivement aux besoins des départements et de leurs populations.

Je veux donc exprimer toute ma solidarité à nos compatriotes d'outre-mer et m'adressant au gouvernement et au Président de la République leur demande de ne plus tarder :

- Pour répondre aux légitimes revendications des salariés concernant les augmentations de salaires et l'amélioration des conditions de vie sur l'île.

- Pour garantir aux populations insulaire un traitement respectueux de l'égalité républicaine et de leur dignité humaine.

**Christian Favier,**

Président du Conseil général  
du Val-de-Marne